



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)**

VU la directive européenne n° 2010/75/EU, relative aux émissions polluantes de l'industrie et de l'élevage, révisée par la directive européenne n° 2024/1785, dite « directive I.E.D. 2.0 » ;

VU le code de l'environnement et notamment le titre 8 du livre I, le titre premier du livre II et le titre premier du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau et les milieux aquatiques (IOTA), en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien LIME, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 23 août 2005, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93 DAI 2 IC 075 du 29 avril 1993, autorisant l'EARL Avicole du Vivier à exploiter un élevage avicole de 57 000 poulets de chair, à Provins, lieu-dit « Les Filles-Dieu » ;

VU l'arrêté préfectoral n° 02 DAI 2 IC 341 du 2 novembre 2002, autorisant l'EARL Avicole du Vivier à étendre son exploitation de volailles de chair à Provins à 108 000 animaux-équivalents, installation visée par la rubrique 2111 de la nomenclature ICPE ;

VU l'arrêté préfectoral n°25/BC/095 du 7 novembre 2025 donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien LIME, Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

VU la décision préfectorale du 8 février 2019 prolongeant l'autorisation d'exploiter du 2 novembre 2002 sus-mentionnée, suite au réexamen consécutif à la parution des conclusions actualisées du document technique européen de référence, dit « BREF Élevage », le 21 février 2017 ;

VU la demande du 16 octobre 2024, présentée par la société « Avicole du Vivier » EARL, dans le but d'obtenir l'autorisation d'étendre son élevage de poulets de chair, situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160) ;

VU les avis des services consultés en application de l'article D.181-17-1 du code de l'environnement ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis tacite de l'Autorité Environnementale en date du 14 mai 2025 ;

VU le rapport de recevabilité n° E/251276 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France en date du 3 juin 2025 ;

VU la décision n° E25000050/77 du 16 juin 2025 du président du tribunal administratif de Melun, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-28/DCSE/BPE/IC du 31 juillet 2025, portant ouverture d'une enquête publique unique relative aux demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire, présentées par la société « Avicole du Vivier » EARL en vue de l'extension du site d'élevage de poules de chair situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160), pendant une durée de trente-et-un jours consécutifs sur le territoire des communes de Provins, Rouilly, Voulton, Sourdun, Saint-Brice et Mortery ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique réalisé dans ces communes ;

VU le registre d'enquête papier et électronique de l'enquête publique qui s'est tenue du lundi 1^{er} septembre 2025 à 9 heures au mercredi 1^{er} octobre 2025 à 17 heures, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur transmis le 12 novembre 2025 ;

VU l'avis réputé favorable des communes de Provins, Mortery, Rouilly, Saint-Brice, Sourdun, Voulton, en l'absence de délibération sur cette demande ;

VU le rapport de fin de procédure n° E/252653 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France en date du 20/11/2025 ;

VU l'avis favorable en date du 18/12/2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours duquel le porteur de projet a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 24/12/2025 ;

VU l'absence d'observation par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par l'exploitant relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT le dossier déposé à l'appui de sa demande le 16 octobre 2024, les compléments apportés les 31 janvier 2025, 25 février 2025 et 3 mars 2025 et le dossier consolidé à cette dernière date ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation ainsi que les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les modalités d'implantation répondent aux recommandations en matière de défense incendie émises par le SDIS consulté en application de l'article D.181-17-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le porteur de projet entend conserver les modalités de gestion des effluents d'élevage actuelles de son élevage, sans recours à la pratique de l'épandage direct et par valorisation en tant que produit de fertilisation des cultures conforme à une norme de qualité (NFU 42001), après un traitement préalable par compostage, permettant une bonne maîtrise des amendements des cultures et des risques pour la qualité des eaux ;

CONSIDÉRANT que le projet participe au développement d'une production de viande de volaille, à un prix maîtrisé, au plus près du bassin de consommation de la région Île-de-France, et permet de diminuer ainsi le recours aux importations et les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) liées au transport de denrées alimentaires périssables depuis des régions éloignées ou depuis des pays étrangers ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture de Seine et Marne,

ARRÊTE

Article premier - Portée de l'autorisation

La société « Avicole du Vivier » EARL, dont le siège social est situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160), est autorisée à étendre son activité d'élevage de poulets de chair sur le territoire de la commune de Provins (77160), dans le respect des prescriptions du présent arrêté, notamment son annexe, et selon les dispositions mentionnées dans le dossier fourni à l'appui de sa demande.

Il met en œuvre les Meilleures Techniques Disponibles, issues des conclusions du document BREF (Best available techniques REference documents) IRPP (Élevage intensif de volailles et de porcins), telles qu'elles figurent dans le dossier fourni à l'appui de sa demande et selon les modalités précisées, le cas échéant, dans le présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

Article 2 - Abrogation d'actes antérieurs

L'arrêté préfectoral n° 02 DAI 2 IC 341 du 2 novembre 2002, autorisant l'EARL Avicole du Vivier à étendre son exploitation de volailles de chair à Provins à 108 000 animaux-équivalents, installation visée par la rubrique 2111 de la nomenclature ICPE, est abrogé par le présent arrêté.

Article 3 - Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 4 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 5 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 - Information dans l'établissement

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 7 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de la commune de Provins où elle pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de Provins pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Provins, Rouilly, Voulton, Sourdun, Saint-Brice et Mortery ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8 : Notification et exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de Provins,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Sébastien LIME

Destinataires d'une copie par mail :

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de Provins,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

Délais et voies de recours :

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
- b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
*autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)*

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	2
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	2
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	2
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	3
ARTICLE 1.4 - Cessation d'activité.....	3
ARTICLE 1.5 - Règles d'implantation.....	4
ARTICLE 1.6 - Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	5
ARTICLE 1.7 - Modification.....	5
ARTICLE 1.8 - Changement d'exploitant.....	5
ARTICLE 1.9 - Contrôle et analyses.....	6
ARTICLE 1.10 - Incidents et accidents.....	6
TITRE 2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS.....	7
ARTICLE 2.1 - Dispositions constructives particulières.....	7
ARTICLE 2.2 - Recensement des risques.....	7
ARTICLE 2.3 - Produits dangereux (Fiches de données de sécurité).....	7
ARTICLE 2.4 - Consignes.....	7
ARTICLE 2.5 - Travaux au sein de l'installation – Permis de feu.....	8
ARTICLE 2.6 - Entretien.....	8
ARTICLE 2.7 - Contrôle d'accès.....	8
TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	9
ARTICLE 3.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	9
ARTICLE 3.2 - Gestion des eaux pluviales.....	9
ARTICLE 3.3 - Gestion des effluents.....	9
ARTICLE 3.4 - Transfert des effluents pour traitement.....	10
ARTICLE 3.5 - Dispositifs de rétention des déversements accidentels.....	10
ARTICLE 3.6 - Protection des eaux souterraines.....	11
TITRE 4 - PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE.....	11
ARTICLE 4.1 - Émissions de poussières.....	11
ARTICLE 4.2 - Émissions d'ammoniac.....	11
TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	12
ARTICLE 5.1 - Limitation des niveaux de bruit.....	12
ARTICLE 5.2 - Odeurs.....	12
ARTICLE 5.3 - Registre des plaintes.....	13
ARTICLE 5.4 - Insertion paysagère.....	13
TITRE 6 - GESTION DES RISQUES ACCIDENTELS.....	13
ARTICLE 6.1 - Installations électriques ou fonctionnant au gaz.....	13
ARTICLE 6.2 - Voies d'accès des secours.....	14
ARTICLE 6.3 - Défense incendie.....	14
TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	15
ARTICLE 7.1 - Principe de gestion des déchets.....	15
ARTICLE 7.2 - Tri des déchets et gestion des cadavres.....	15
ARTICLE 7.3 - Déchets vétérinaires.....	16
ARTICLE 7.4 - Interdiction du brûlage des déchets.....	16
TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA DIRECTIVE I.E.D 2.016	
ARTICLE 8.1 - Définitions pour le présent titre.....	16
ARTICLE 8.2 - Principe de mise en œuvre des MTD.....	16
ARTICLE 8.3 - Domaine d'application des MTD.....	17
ARTICLE 8.4 - Réexamen de l'autorisation environnementale.....	17
ARTICLE 8.5 - Mise aux normes.....	18
ARTICLE 8.6 - Déclaration des émissions polluantes.....	18

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE

La présente décision est délivrée au bénéfice de la société « Avicole du Vivier » EARL, dont le siège social est situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160), dans l'objet de l'autoriser à étendre et à exploiter son élevage de poulets de chair, situé à la même adresse, dans le respect des prescriptions du présent arrêté, y compris son annexe, et selon les dispositions mentionnées dans le dossier fourni à l'appui de sa demande.

ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Les installations autorisées sont situées sur les commune, parcelles et lieux-dit suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Provins	XA 13 et 15.	Les Filles-Dieu

ARTICLE 1.1.3 - PORTÉE DE L'AUTORISATION

La présente décision autorise l'extension de l'élevage de poulets de chair mentionné plus haut, par la construction d'un nouveau bâtiment destiné à porter l'effectif final de l'élevage avicole à 180 000 emplacements pour des poulets de chair.

La présente décision encadre l'exploitation de l'élevage de poulets de chair mentionné plus haut, incluant les installations existant préalablement et les nouvelles installations.

ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3660-a	Élevage intensif de volailles	Élevage de poulets de chair	180 000 poulets de chair	A
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Citernes de gaz pour le chauffage	10,8 tonnes	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Le classement dans la rubrique n° 3660-a rend opposable à l'exploitant les Meilleures Techniques Disponibles, issues des conclusions du document BREF (Best available techniques REference documents) IRPP (Élevage intensif de volailles et de porcins), dans leur version adoptée par la décision n° 2017/302 du 15 février 2017.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)

Les installations exploitées relèvent de la rubrique IOTA suivante :

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Critère de classement	Valeur de référence	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	Surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet	1,68 hectares	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration)

ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations, ouvrages, travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation déposée par l'exploitant.

ARTICLE 1.4 - CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.4.1 - DÉCLARATION DE CESSATION D'ACTIVITÉ ET MISE EN SÉCURITÉ INITIALE

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.4.2 - RÉHABILITATION DES TERRAINS LIBÉRÉS

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
*autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)*

2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;

3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;

4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

II. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

ARTICLE 1.4.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5 - RÈGLES D'IMPLANTATION

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation - en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;
- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoissonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

Dans le respect des dispositions du présent article, les installations sont implantées conformément aux plans et aux autres documents joints à la demande d'autorisation, y compris ses compléments.

ARTICLE 1.6 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Conformément aux articles mentionnés ci-après de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;
- le registre des risques ;
- le registre des plaintes ;
- le plan de maîtrise des animaux nuisibles, régulièrement suivi et tenu à jour ;
- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage ;
- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement ;
- les bons d'enlèvements d'équarrissage.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 1.7 - MODIFICATION

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas, l'exploitant saisit l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale, par combinaison des articles L. 181-5 et L. 181-14 du code de l'environnement, en présentant le projet.

En vertu de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant souhaitant présenter un dossier vérifie si son projet répond aux critères et seuils relevant d'un examen au cas par cas. Il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

ARTICLE 1.8 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration, en application des articles L. 181-15 et R. 181-47 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.9 - CONTRÔLE ET ANALYSES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment et en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sols ou d'apports extérieurs ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, l'établissement de plans ou l'estimation des volumes des matériaux stockés.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par un organisme tiers agréé choisi préalablement par l'exploitant à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

Les inspecteurs des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

ARTICLE 1.10 - INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

A compter du 1^{er} janvier 2026, la déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

TITRE 2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS

ARTICLE 2.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES PARTICULIÈRES

Le sol du nouveau bâtiment d'élevage (P5), toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente du sol du nouveau bâtiment d'élevage (P5) est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement.

Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.

Les équipements de stockage des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

ARTICLE 2.2 - RECENSEMENT DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou de poussières, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion, y compris au niveau de ses installations électriques.

ARTICLE 2.3 - PRODUITS DANGEREUX (FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ)

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 1.6 de la présente annexe.

ARTICLE 2.4 - CONSIGNES

Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)

Les consignes précisent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 2.5 de la présente annexe ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 6.3 de la présente annexe ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 3.6 de la présente annexe ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

ARTICLE 2.5 - TRAVAUX AU SEIN DE L'INSTALLATION – PERMIS DE FEU

Dans les parties de l'installation présentant des risques importants d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant la mise en œuvre de point chaud ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document comprenant les éléments suivants :

- une évaluation des risques répertoriés et les consignes particulières associées aux locaux ;
- la description des moyens de protection et/ ou d'interventions spécifiques mis en place au regard des opérations à réaliser ;
- les moyens et consignes d'alerte.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Le respect des dispositions précédentes peut également être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.

ARTICLE 2.6 - ENTRETIEN

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction, au travers d'un plan de maîtrise des animaux nuisibles, régulièrement suivi et tenu à jour.

ARTICLE 2.7 - CONTRÔLE D'ACCÈS

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.

L'établissement étant raccordé sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

La consommation en eau de l'élevage avicole est estimée à 13 000 m³/an.

ARTICLE 3.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.

Conformément à la demande d'autorisation, les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers des regards permettant l'infiltration des eaux directement dans le sol sans contact avec les déjections.

ARTICLE 3.3 - GESTION DES EFFLUENTS

Tous les effluents d'élevage liquides canalisables sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement étant en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la litière accumulée, évacuée des bâtiments à l'issue de chaque bande de volailles, est transférée vers une unité de traitement tierce, bénéficiant des autorisations nécessaires, afin de bénéficier d'un traitement par compostage, permettant de transformer l'effluent d'élevage en un produit conforme à la norme NFU 42001.

Les modalités de transfert des effluents respectent les dispositions de l'article 3.4 de la présente annexe.

En l'absence de plan d'épandage, aucun épandage agricole direct n'est autorisé sans procédure préalable.

ARTICLE 3.4 - TRANSFERT DES EFFLUENTS POUR TRAITEMENT

Les effluents produits par l'installation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant obtient de l'exploitant de l'installation de compostage les attestations de conformité liées aux lots d'effluents qu'il leur a remis et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.5 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION DES DÉVERSEMENTS ACCIDENTELS

Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse ».

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations pré-existantes à la présente autorisation.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)

Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.

ARTICLE 3.6 - PROTECTION DES EAUX SOUTERRAINES

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

TITRE 4 - PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE

ARTICLE 4.1 - ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

Les bâtiments sont correctement ventilés.

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

ARTICLE 4.2 - ÉMISSIONS D'AMMONIAC

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à limiter la création d'ammoniac dans les bâtiments d'élevage. Il vérifie régulièrement que le système d'abreuvement limite les déperditions humidifiant la litière. Il assure également une ventilation optimale des salles d'élevage.

Notamment, le bâtiment P5 est équipé d'un système comprenant 7 turbines en façade, assurant un débit d'air de 42 000 m³/h, et 8 cheminées en toiture, assurant un débit d'air de 11 000 m³/h, piloté par un automate, asservi aux paramètres des précurseurs des odeurs et des émissions de gaz dans l'atmosphère.

En tout état de cause, l'exploitant respecte les Valeurs Limites d'Émission réglementairement prévues pour ce paramètre.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :

- pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

- pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux.

Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'émergence. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

ARTICLE 5.2 - ODEURS

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

ARTICLE 5.3 - REGISTRE DES PLAINTES

L'exploitant établit un registre des plaintes, où sont consignées les signalements d'anomalies, notamment liées au bruit ou odeur, perçues par le voisinage, les représentants de la commune ou des tiers, les vérifications réalisées et les corrections apportées, le cas échéant.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.4 - INSERTION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Pour ce faire, les couleurs et matériaux des bâtiments prévus dans la demande d'autorisation, au titre de l'insertion paysagère doivent être maintenus tels que prévus et doivent être respectés tant à la construction qu'en cas de nécessité de réparation.

Des haies végétales seront implantées selon les plans annexés dans la demande d'autorisation et maintenues vivaces au cours du temps.

L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

TITRE 6 - GESTION DES RISQUES ACCIDENTELS

ARTICLE 6.1 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES OU FONCTIONNANT AU GAZ

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques, fonctionnant au gaz naturel et techniques sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 2.2 de la présente annexe, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 2.3, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques, fonctionnant au gaz naturel et techniques, ainsi que les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications, sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées, dans un registre des risques.

L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus dans la présente annexe, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
*autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)*

Les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques, fonctionnant au gaz naturel et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées, dans un registre des risques.

ARTICLE 6.2 - VOIES D'ACCÈS DES SECOURS

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours, conformément aux plans annexés dans la demande d'autorisation.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 6.3 - DÉFENSE INCENDIE

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

L'eau d'extinction est fournie par une réserve incendie enterrée, d'une capacité de 60 m³ et relevant de la commune, ainsi que par une réserve incendie d'une capacité de 120 m³, relevant de la responsabilité de l'exploitant.

Cette réserve incendie est implantée à plus de 8 mètres de toute façade et à moins de 200 mètres du risque à défendre. Elle dispose d'une aire d'aspiration de 32 m² (4 m x 8 m), matérialisée au sol et associée à un demi-raccord fixe à bouchon de 100 mm de diamètre (NFS 61.703), dont la coquille est orientée en position haute et basse (NFS 61.706) et munie d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau (NFS 61.221).

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- au titre des stockages de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)

Les vannes de barrage (gaz) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 - PRINCIPE DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

ARTICLE 7.2 - TRI DES DÉCHETS ET GESTION DES CADAVRES

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.3 - DÉCHETS VÉTÉRINAIRES

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.

ARTICLE 7.4 - INTERDICTION DU BRÛLAGE DES DÉCHETS

Tout brûlage à l'air libre de déchets, y compris des déchets verts, des cadavres ou des sous-produits animaux, est interdit.

TITRE 8 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX INSTALLATIONS RELEVANT DE LA DIRECTIVE I.E.D 2.0

ARTICLE 8.1 - DÉFINITIONS POUR LE PRÉSENT TITRE

Pour l'application du présent titre :

- Les « niveaux d'émission » sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ;
- Les « meilleures techniques disponibles » sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement.

ARTICLE 8.2 - PRINCIPE DE MISE EN ŒUVRE DES MTD

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

L'exploitant a choisi et justifié dans sa demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il entend mettre en œuvre. L'installation respecte les niveaux d'émission.

Il est tenu de se conformer aux meilleures techniques disponibles qu'il a porté dans sa demande d'autorisation. Toute modification dans les meilleures techniques disponibles appliquées doit faire l'objet préalablement d'un porter à connaissance, dans les formes prévues par l'article L. 181-14 du code de l'environnement et ses textes d'application, rappelées à l'article 1.7 de la présente annexe.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles.

ARTICLE 8.3 - DOMAINE D'APPLICATION DES MTD

Les considérations à prendre en compte en général ou dans un cas particulier lors de la détermination des meilleures techniques disponibles dans des conditions économiquement et techniquement viables, compte-tenu des coûts et des avantages pouvant résulter d'une action, sont les suivantes :

- Utilisation de techniques utilisant peu de déchets ;
- Utilisation de substances moins dangereuses ;
- Développement de techniques de récupération et de recyclage des substances émises et utilisées dans le procédé et des déchets le cas échéant ;
- Procédés, équipements ou modes d'exploitation compatibles qui ont été expérimentés avec succès à une échelle industrielle ;
- Progrès techniques et évolution des connaissances scientifiques ;
- Consommation et nature des matières premières (y compris l'eau) utilisées dans le procédé et efficacité énergétique ;
- Nécessité de prévenir ou de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- Nécessité de prévenir les accidents et de réduire à un minimum l'impact global des émissions et des risques sur l'environnement ;
- Informations publiées par la commission en vertu de l'article 13 paragraphe 6 de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010.

L'exploitant doit appliquer les bonnes pratiques agricoles et les meilleures techniques disponibles pour :

- La conception des bâtiments ;
- La stratégie d'alimentation ;
- La réduction de la consommation d'eau et d'énergie ;
- Le stockage, le traitement et la valorisation des effluents.

ARTICLE 8.4 - RÉEXAMEN DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Les meilleures techniques disponibles font l'objet d'une révision régulière dans le cadre de la procédure définie par la Directive I.E.D. 2.0. Elles sont arrêtées par décision de la commission européenne et deviennent exécutoires lors de la parution des conclusions MTD.

Suite à cette publication, l'exploitant d'une installation autorisée est tenu de transmettre le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement selon les dispositions réglementaires arrêtées lors de la parution.

Dans les quatre années suivant cette parution, le préfet réexamine les conditions d'autorisation de l'installation, ses projets de mise aux normes ou les demandes de dérogation éventuellement nécessaires.

Le préfet statue, au regard du dossier de réexamen mentionné au présent article, sur l'opportunité d'autoriser la poursuite de l'activité, de revoir son cadre réglementaire ou d'y mettre un terme.

Arrêté préfectoral n°2026-01/DCSE/BPE/IC du 08 janvier 2026
autorisant la société « Avicole du Vivier » EARL à étendre son élevage de poulets de chair,
situé Ferme des Filles-Dieu à Provins (77160)

ARTICLE 8.5 - MISE AUX NORMES

Au plus tard quatre ans après la parution des conclusions MTD, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles révisées sur lesquelles il s'est engagé.

ARTICLE 8.6 - DÉCLARATION DES ÉMISSIONS POLLUANTES

L'exploitant déclare chaque année ses émissions polluantes, notamment les émissions atmosphériques d'ammoniac, de protoxyde d'azote, de méthane, de particules de diamètre inférieur à 10 µm (PM10) et de particules totales en suspension (TSP) provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets, selon les modalités prévues par arrêté ministériel.